

**Équipe de chrétiens en classe ouvrière du secteur de CAEN (ECCO Caen)**  
(membre de la fédération nationale des Réseaux du PARVIS)  
Caen, le 29 mai 2018

**Lettre ouverte à Mesdames et Messieurs les députés du Calvados  
et aux groupes parlementaires à l'Assemblée Nationale**

### **Des choix politiques du gouvernement à l'opposé de nos attentes**

Depuis plus d'un an que le président et le gouvernement sont au pouvoir, des mesures en faveur des riches et même des très riches accroissent les inégalités. Ils ont même pris le pouvoir à la place des syndicats et des communes, d'une part en supprimant les cotisations salariales maladie et chômage et d'autre part en supprimant la taxe d'habitation. Par contre la très grande majorité de la population est attaquée et va être de plus en plus mise à contribution.

Très concrètement le code du travail est moins protecteur, l'assurance chômage devient un assistanat, la précarité est normalisée, l'APL est diminuée, les services publics sont affaiblis, une forte hausse de la CSG pour beaucoup de retraités rabaisse leur pouvoir d'achat. Et il y en a d'autres à venir telle que la limitation de l'attribution de la prime d'activité.

Dans le même temps l'impôt sur la grande fortune a considérablement baissé, les profits du CAC 40 ont explosé, les taxes sur les bénéfices des entreprises ont aussi fortement diminué.

Tout cela permet de comprendre qu'il y ait une majorité de mécontents, ce que confirment les sondages. Malgré tout, le président et le gouvernement s'obstinent dans leurs projets et qualifient de négociations et de concertations ce qui n'est que de la communication.

Pourtant les luttes revendicatives ne manquent pas. Après toutes celles contre la Loi Travail en fin d'année dernière, les nombreux salariés-es en grève dans les EPHAD et dans les hôpitaux ont montré leurs désastreuses conditions de travail avec d'inévitables répercussions sur les conditions de vie des résidents et des malades. Des étudiants refusent la sélection « parcoursup ». Des salariés du commerce comme à Carrefour et ailleurs s'opposent à des suppressions d'emplois. Dans le transport aérien une majorité de salariés demande un retour en pouvoir d'achat. Des retraités-es en majorité, après des pertes de pouvoir d'achat depuis plusieurs années, doivent contribuer aux recettes de l'État par une hausse de 25 % de la CSG sans compensation. Les fonctionnaires s'opposent à la casse des services publics, comme le fait aussi une forte majorité de cheminots refusant le projet gouvernemental d'ouverture de la SNCF à la concurrence, synonyme de privatisation, d'abandon de petites lignes, d'augmentation des prix pour les usagers.

Les décisions libérales que prennent nos gouvernants sont à l'opposé de ce que souhaite la majorité de la population. Et nous en sommes. Chrétiens en classe ouvrière, nous avons conscience que le message évangélique appelle à bâtir une société solidaire, de partage des richesses et de justice sociale.

**Bernadette Biniakounou, Michel Carabeux, Marie-Thérèse Colin, Colette Fourdeux,  
Michel Gigand, Michel Leconte, Pierre Leduc, Jean-Marie Peynard, José Reis,  
Claude Simon**

**Contact : Jean-Marie Peynard 02 31 20 26 70**